



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Énergie

Le marché pétrolier risque de basculer en «zone rouge» cet été

Si aucune solution n'est trouvée au Moyen-Orient, une pénurie d'offre est possible, selon l'Agence internationale de l'énergie. ...

• (Page 08)

Endettement public

Pourquoi les États empruntent davantage en 2026

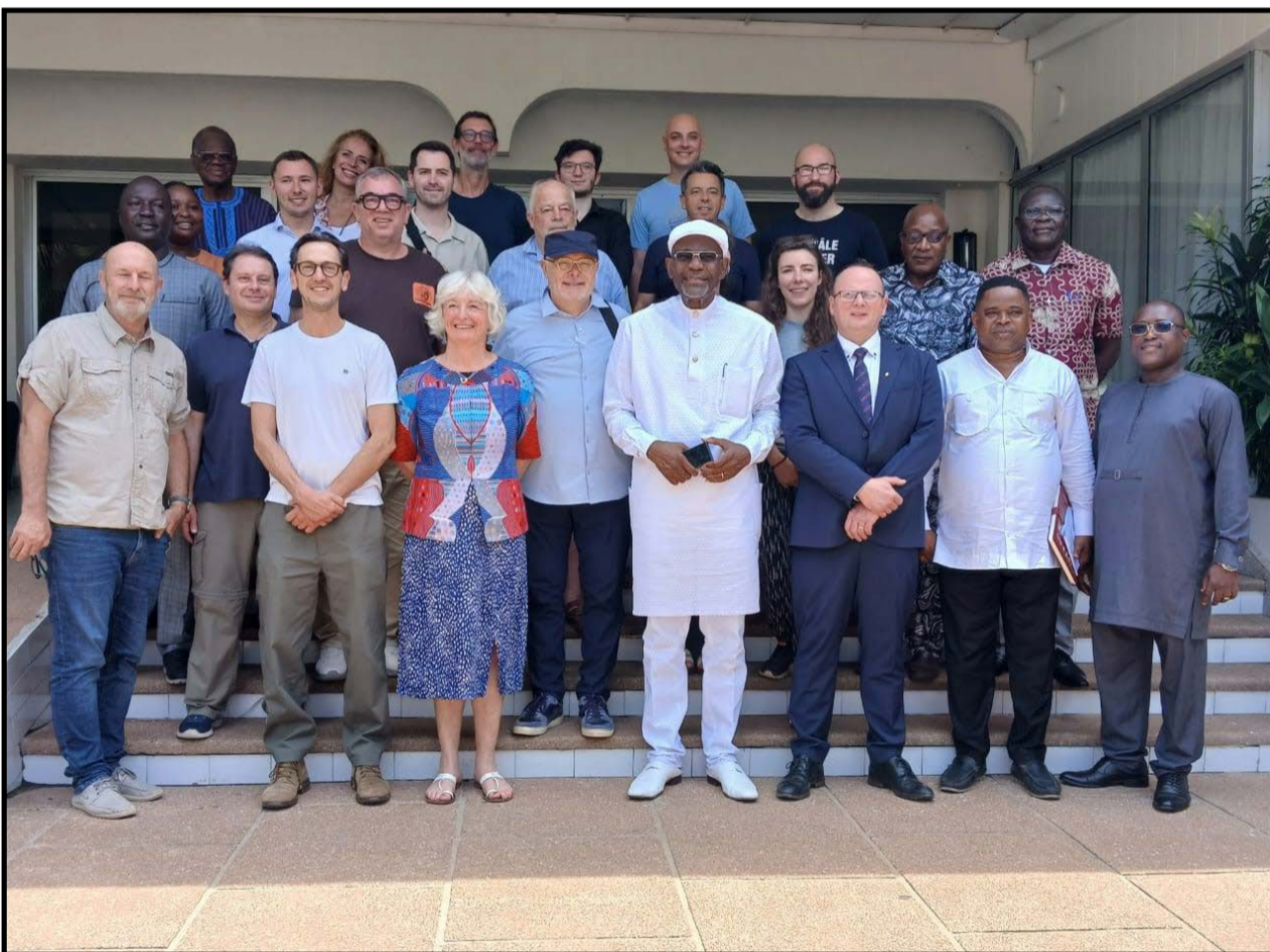
Face à la multiplication des émissions de bons et obligations sur les marchés financiers, de nombreuses ...

• (Page 09)

Production du cacao d'excellence

• (Page 03)

Les Chocolatiers-Confiseurs de France aux côtés du Togo



Électrification du Togo

L'ARSE, un acteur clé dans la marche vers l'accès universel à l'électricité

Alors que le Togo vise un accès universel à l'électricité à l'horizon 2030, l'Autorité de Réglementation du Secteur ...

• (Page 02)

Employabilité des jeunes

Un schéma directeur pour des formations de courte durée

Le gouvernement vient de valider un schéma directeur des formations de courte durée, un outil stratégique destiné à renforcer l'employabilité. ...

• (Pages 04)

Transformation économique

MCB annonce un fonds d'un milliard USD pour soutenir le commerce africain

MCB a annoncé, le 25 mai 2026, le lancement d'un fonds dédié d'un milliard de dollars destiné à soutenir le commerce en Afrique et à renforcer l'engagement de longue ...

• (Page 06)

Bank of Africa

• (Page 05)

Le bénéfice net bondit de 9% au premier trimestre 2026



Compassion International Togo

27 jeunes de CIT reçoivent leurs attestations de fin de formation à Tsévié

Vingt-sept jeunes issus de quinze églises partenaires du Cluster Zio Centre de Compassion International Togo (CIT), ayant achevé leur parcours de formation, ...

• (Page 11)

Nouvelle Recette encore + PETILLANTE

Tu GOÛTES! Tu es FAN!

400* FCFA BOUTEILLE 50cl

World Cella

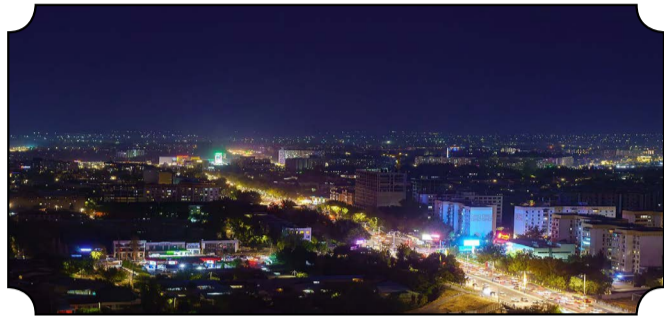
Électrification du Togo

L'ARSE, un acteur clé dans la marche vers l'accès universel à l'électricité

Alors que le Togo vise un accès universel à l'électricité à l'horizon 2030, l'Autorité de Réglementation du Secteur de l'Électricité (ARSE) joue un rôle important dans l'encadrement du secteur. Régulation, promotion des énergies renouvelables, équité tarifaire et contrôle technique figurent parmi ses principales missions.

• Joël Yanclou

Une régulation au service de l'expansion de l'accès à l'électricité. L'accès universel à l'électricité constitue l'une des priorités majeures de la politique de développement du Togo. Pour atteindre cet objectif ambitieux d'ici à 2030, plusieurs institutions interviennent dans la mise en œuvre des réformes et des projets énergétiques. Parmi elles, l'Autorité de Réglementation du Secteur de l'Électricité (ARSE) occupe une place centrale. Chargée de superviser le cadre juridique, technique, financier et économique du secteur, l'ARSE veille à créer les conditions favorables à une extension durable et équilibrée du service public de l'électricité sur l'ensemble du territoire national. L'une de ses principales missions concerne le développement des solutions d'électrification hors réseau, particulièrement importantes dans les zones rurales où le raccordement au réseau conventionnel demeure parfois difficile ou coûteux. À ce titre, l'institution émet des avis techniques avant la délivrance des licences accordées par l'État et évalue également les nouvelles offres de kits solaires photovoltaïques destinées aux ménages.



Selon le Ministère délégué chargé de l'Énergie et des Ressources Minières, cette approche a notamment contribué à la progression du projet CIZO, programme phare d'électrification rurale. En 2024, celui-ci comptait 192 558 kits solaires actifs, permettant à des milliers de ménages d'accéder à une source d'énergie moderne. L'ARSE intervient également dans l'encadrement de l'autoproduction d'électricité et du développement des mini-réseaux électriques, appelés « mini-grids ». À la fin de l'année 2024, l'autorité avait délivré des autorisations d'exploitation à dix autoproducteurs répartis sur treize sites de production. Ces installations totalisent une capacité installée de 79,71 mégawatts, renforçant ainsi l'offre énergétique nationale.

Concilier accès à l'énergie, équité sociale et sécurité du réseau

Au-delà de l'extension des infrastructures, l'électri-

fication réussie d'un pays repose également sur la capacité à garantir un accès abordable et sécurisé à l'énergie. Dans cette perspective, l'ARSE joue un rôle déterminant dans la définition et la validation des mécanismes tarifaires applicables aux consommateurs. L'institution participe notamment à l'élaboration du tarif social destiné aux ménages les plus vulnérables. Ce dispositif permet aux abonnés utilisant un compteur classique de bénéficier d'un tarif préférentiel de 60 francs CFA par kilowattheure, tandis que les utilisateurs de compteurs prépayés profitent d'un tarif de 70 francs CFA par kilowattheure. Cette politique vise à réduire les inégalités d'accès à l'énergie et à faire en sorte que le coût de l'électricité ne constitue pas un frein à l'amélioration des conditions de vie des populations. Par ailleurs, le régulateur veille à la qualité et à la sécurité des installations électriques. Il définit les normes applicables aux installations intérieures et contrôle la conformité des infrastructures de distribution. Cette mission est essentielle dans un contexte d'expansion rapide du réseau, où la sécurité des usagers et la fiabilité de l'approvisionnement doivent être préservées. L'encadrement du secteur par une autorité indépendante contribue également à rassurer les investisseurs privés engagés dans les projets de production et de distribution d'électricité. Une régulation claire et transparente demeure en effet un facteur important pour attirer les capitaux nécessaires à la modernisation du secteur énergétique.

Image du jour



• Remise des insignes de chevalier de l'Ordre national du Mérite maritime au Capitaine de vaisseau Atatoum Babaté. Au nom de la Ministre de la Transition Écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, l'Ambassadeur de France au Togo a eu l'honneur de remettre au Capitaine de vaisseau Atatoum Babaté les insignes de chevalier de l'Ordre national du Mérite maritime.

AUX DÉCIDEURS ...

Le pari gagnant de l'excellence

Longtemps, les économies africaines productrices de matières premières ont été enfermées dans un modèle où la richesse quitte les territoires sous forme brute, tandis que la valeur ajoutée se construit ailleurs. Avec l'inauguration du Centre de traitement post-récolte de cacao d'excellence de Mpoti, dans la commune de Blitta 3, le Togo envoie un signal fort : l'avenir de sa filière cacao ne se mesurera plus uniquement en tonnes exportées, mais en qualité produite, valorisée et reconnue sur les marchés internationaux.

Cette initiative, portée par le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC) avec l'appui des partenaires français, notamment les Chocolatiers-Confiseurs de France, dépasse largement le cadre d'un simple investissement infrastructurel. Elle traduit une vision économique moderne fondée sur la montée en gamme, la maîtrise des standards internationaux et la création de valeur au bénéfice des producteurs.

Le choix stratégique est pertinent. Dans un marché mondial du cacao soumis à de fortes fluctuations de prix, la qualité constitue souvent la meilleure protection contre l'incertitude. Les cacaos fins et aromatiques, recherchés par les chocolatiers artisanaux et les consommateurs exigeants, échappent en partie à la volatilité qui affecte les marchés de masse. En misant sur l'excellence, le Togo se positionne sur un segment où la rémunération du travail agricole est davantage liée à la qualité qu'au volume.

L'engagement des Chocolatiers-Confiseurs de France revêt, à cet égard, une importance particulière. Il ne s'agit pas seulement d'un soutien financier ou technique. C'est la reconnaissance du potentiel du cacao togolais par des acteurs qui maîtrisent les exigences des marchés les plus sélectifs. Les formations dispensées aux producteurs, l'accent mis sur la fermentation et le séchage, ainsi que l'analyse des profils aromatiques des fèves témoignent d'une approche globale visant à révéler l'identité propre du terroir togolais.

Cette coopération ouvre également des perspectives commerciales inédites. La possibilité de voir émerger un chocolat 100 % togolais commercialisé dans des boutiques françaises et européennes constitue une avancée symbolique et économique majeure. Elle démontre qu'un produit africain peut être reconnu non pas uniquement pour son origine, mais pour son excellence.

L'autre aspect remarquable du partenariat réside dans la sécurisation des revenus des producteurs. L'engagement d'un prix plancher de 1 400 francs CFA le kilogramme représente une garantie précieuse dans un secteur souvent fragilisé par les variations des cours mondiaux. Cette stabilité constitue un levier essentiel pour encourager les producteurs à investir davantage dans la qualité et à inscrire leur activité dans une logique durable.

L'ambition affichée par le CCFCC de multiplier les centres d'excellence à travers le pays, après Wawa et Mpoti, avec un futur site annoncé à Agou, mérite d'être saluée. Elle traduit une politique cohérente qui place l'innovation, la formation et la valorisation des terroirs au cœur du développement agricole.

Le défi reste toutefois considérable. Produire un cacao d'exception exige une discipline rigoureuse, des investissements constants et un accompagnement technique de proximité. La réussite de cette stratégie dépendra de la capacité à maintenir les standards de qualité dans la durée et à renforcer progressivement les capacités de transformation locale.

À Mpoti, ce n'est donc pas seulement un centre qui ouvre ses portes. C'est une nouvelle page de l'histoire du cacao togolais qui s'écrit, avec la qualité comme moteur de développement et l'excellence comme horizon.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)**	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes. • Source : tresor.economie.gouv.fr

Production du cacao d'excellence

Les Chocolatiers-Confiseurs de France aux côtés du Togo

Au Togo, le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC) a annoncé, lundi 1er juin 2026, l'inauguration officielle d'un nouveau Centre de Traitement post-récolte de cacao d'excellence à Mpoti, dans la commune de Blitta 3. L'annonce a été faite au cours d'une conférence de presse animée par le secrétaire général du CCFCC, Enselme Gouthon, en présence notamment de Thierry Lalet, président des Chocolatiers-Confiseurs de France, ainsi que des partenaires techniques et financiers engagés dans le développement de la filière cacao togolaise.

• Dieudonné Amouzouvi

À travers cette nouvelle infrastructure, le Togo confirme sa volonté de ne plus se contenter d'exporter des fèves brutes, mais de bâtir une véritable réputation internationale fondée sur la qualité, la traçabilité et l'excellence de sa production. Après le premier centre inauguré à Kessibo-Abrewankor dans la préfecture de Wawa, ce second investissement marque une nouvelle étape dans la mise en œuvre des Plans de développement des filières café et cacao (PDCC). Érigé sur une superficie d'un hectare, le centre de Mpoti comprend un magasin de stockage d'une capacité de cinq tonnes, un hall de fermentation et de tri doté de 42 caisses, seize tables de séchage, un bloc sanitaire ainsi qu'un espace d'hébergement destiné aux opérateurs. Financé à hauteur de 50 000 euros, soit près de 32,8 millions de francs CFA, par le Département des Yvelines et l'association Chocolatiers et Pâtisseries du Monde, l'ouvrage vise à améliorer significativement la qualité du cacao produit dans la région Centrale. Au-delà des infrastructures, ce projet traduit une vision stratégique : permettre aux producteurs togolais d'accéder aux marchés de niche, où la qualité est davantage rémunérée que le volume. Pour les responsables du secteur, l'avenir de la filière repose désormais sur la valorisation des fèves d'exception capables de répondre aux standards les plus exigeants du marché mondial. Développant cette ambition, le secrétaire général du CCFCC a rappelé que la qualité constitue aujourd'hui le principal levier de compétitivité pour les producteurs togolais.



Production et consommation du cacao et du café de qualité

« Comme nous l'avions déjà indiqué lors de l'inauguration du premier centre d'excellence dans la préfecture de Wawa, notre ambition est de faire du Togo une référence en matière de production et de consommation du cacao et du café de qualité. Ce centre d'excellence a progressivement orienté ses activités vers l'amélioration de la qualité afin de permettre à nos producteurs d'accéder aux marchés de niche. L'objectif est de garantir aux producteurs un revenu décent leur permettant de subvenir dignement à leurs besoins quotidiens », a déclaré Enselme Gouthon. Pour le responsable du CCFCC, la recherche de qualité n'est pas un simple choix technique mais une nécessité économique. Dans un contexte marqué

par l'instabilité des cours internationaux des matières premières agricoles, la capacité à produire un cacao premium constitue une assurance supplémentaire pour les revenus des producteurs. « Après celui de Wawa, un nouveau centre a été mis en place à Ablita. Un autre verra bientôt le jour à Agou. Nous entendons multiplier ces centres d'excellence afin de positionner durablement le Togo comme un producteur de cacao de haute qualité capable de répondre aux exigences d'un marché international de plus en plus compétitif. Même lorsque les cours mondiaux connaissent des fluctuations, la qualité demeure le meilleur moyen de garantir une plus-value à nos vaillants producteurs », a-t-il souligné.

Chocolatiers-Confiseurs de France au Togo

L'intérêt suscité par le

cacao togolais dépasse désormais les frontières nationales. Les partenaires français engagés dans le projet voient dans ce produit un potentiel encore largement sous-exploité sur les marchés européens. Pour eux, le Togo dispose des atouts nécessaires pour intégrer le cercle restreint des producteurs de cacao fins et aromatiques recherchés par les artisans chocolatiers. Présent à Lomé pour accompagner l'inauguration du centre, Thierry Lalet, Président des Chocolatiers-Confiseurs de France a insisté sur la nécessité de maîtriser les techniques post-récolte afin de révéler toute la richesse du terroir togolais. « L'objectif est d'accompagner le développement d'un cacao togolais de grande qualité, encore peu connu en Europe et particulièrement en France. Grâce à ce centre, les producteurs ont bénéficié de plus d'une semaine de formation. Notre

ambition est de parvenir à produire un chocolat 100 % togolais de qualité, que nous pourrions proposer à nos clients dans nos boutiques en France et à travers l'Europe », a-t-il affirmé. Selon lui, la qualité du chocolat ne dépend pas uniquement de la culture du cacao. Elle résulte surtout de la maîtrise des opérations techniques qui suivent la récolte. La fermentation et le séchage constituent notamment les étapes décisives qui permettent de développer les arômes recherchés par les consommateurs haut de gamme. Les partenaires français entendent offrir aux producteurs togolais une visibilité commerciale inédite. Les fèves issues de ce centre seront analysées afin d'identifier précisément leur profil aromatique. Une fois cette caractérisation réalisée, elles pourront être pro-

mues auprès d'un vaste réseau de chocolatiers présents en France, en Europe et dans plusieurs autres régions du monde. L'un des principaux avantages de cette coopération réside dans la sécurisation des revenus des producteurs. Les acheteurs partenaires se sont engagés à maintenir un prix plancher de 1 400 francs CFA le kilogramme, indépendamment des fluctuations du marché international, tout en ajustant ce prix à la hausse lorsque les cours mondiaux progressent. Au-delà de son impact économique immédiat, le centre de Mpoti ambitionne de devenir un véritable laboratoire d'excellence pour la filière cacao togolaise. Dès sa première année de fonctionnement, l'objectif est de mettre sur le marché international 25 tonnes de cacao d'excellence destinée aux circuits spécialisés. L'inauguration prévue le 3 juin prochain constitue ainsi bien plus que la mise en service d'une nouvelle infrastructure. Elle symbolise l'émergence d'une stratégie nationale fondée sur la qualité, la transformation et la valorisation des terroirs. Une orientation qui pourrait permettre au cacao togolais de s'imposer durablement parmi les origines les plus recherchées du marché mondial et offrir aux producteurs des perspectives de revenus plus stables et plus rémunératrices.



Employabilité des jeunes

Un schéma directeur pour des formations de courte durée

Le gouvernement vient de valider un schéma directeur des formations de courte durée, un outil stratégique destiné à renforcer l'employabilité des jeunes et à mieux répondre aux besoins du marché du travail à l'horizon 2035.



● Vivien Atakpabem

Un cadre stratégique pour structurer les formations de courte durée. Le ministère de l'Éducation nationale a procédé, en fin de semaine dernière, à la validation du schéma directeur des formations de courte durée (FCD), marquant une avancée importante dans la politique nationale de développement des compétences. Ce document de référence vise à organiser et renforcer l'ensemble du dispositif des formations de courte durée sur le territoire national. Il définit les orientations stratégiques qui guideront le secteur jusqu'en 2035 et établit les priorités en matière de gouvernance, de financement, d'accès équitable à la formation, de qualité des apprentissages ainsi que d'accompagnement à l'insertion professionnelle. Élaboré avec l'appui de la coopération allemande, le schéma directeur est accompagné d'un plan d'action opérationnel destiné à faciliter sa mise en œuvre. L'objectif est de rendre les formations plus adaptées aux réalités économiques du pays et aux besoins des entreprises, tout en offrant aux apprenants des compétences immédiatement utilisables dans le

monde professionnel. Pour les autorités togolaises, les formations de courte durée représentent une réponse concrète aux défis de l'emploi, notamment pour les jeunes en quête d'une insertion rapide sur le marché du travail. Elles permettent d'acquérir des savoir-faire pratiques dans des délais relativement courts, favorisant ainsi l'accès à l'emploi salarié ou à l'auto-emploi. Le gouvernement entend ainsi faire de ce dispositif un outil inclusif, performant et durable, capable d'accompagner efficacement la transformation économique du pays.

Contre le chômage et la pauvreté

La validation de ce schéma directeur intervient dans un contexte où la question de l'emploi des jeunes demeure un enjeu majeur pour de nombreux pays africains, dont le Togo. Face aux mutations du marché du travail et à la nécessité de disposer d'une main-d'œuvre qualifiée, les formations de courte durée apparaissent comme une solution flexible et pragmatique. Elles permettent de réduire l'écart entre les compétences recherchées par les employeurs et celles disponibles sur le marché. Le nouveau schéma directeur met particulièrement l'accent sur l'adéquation

entre l'offre de formation et les besoins réels de l'économie. Cette approche vise à éviter les formations déconnectées des réalités professionnelles et à privilégier les secteurs porteurs de croissance et de création d'emplois. Le ministre de l'Éducation nationale, Mama Omorou, a souligné que les résultats obtenus jusqu'à présent confirment la pertinence de cette stratégie. « Ces résultats ne sont pas le fruit du hasard. Ils attestent de la pertinence d'un modèle fondé sur les besoins réels du marché du travail, sur la formation en milieu professionnel et sur l'accompagnement des bénéficiaires vers l'auto-emploi », a-t-il déclaré. L'accent mis sur la formation en situation professionnelle constitue l'un des points forts du dispositif. Cette approche favorise l'acquisition de compétences pratiques directement valorisables dans les entreprises ou dans le cadre d'activités entrepreneuriales. Par ailleurs, la promotion de l'auto-emploi répond à la nécessité de développer l'esprit entrepreneurial chez les jeunes, tout en contribuant à la création de nouvelles activités génératrices de revenus.

Togo

Une Maison russe en projet pour renforcer les échanges culturels et éducatifs

Le Togo pourrait accueillir, dans les prochains mois, une Maison russe. L'ouverture de ce centre culturel, qui constituera une nouvelle étape dans le renforcement des relations entre Lomé et Moscou, a été évoquée la semaine dernière lors du forum « L'Eurasie, un territoire de valeurs traditionnelles », organisé en Russie avec la participation du ministre togolais de la Culture et du Tourisme, Isaac Tchiakpé.

Selon les informations communiquées à l'occasion de cette rencontre, la future Maison russe au Togo vise à répondre à une demande croissante en matière d'apprentissage de la langue russe, d'accès aux opportunités de formation en Russie et de développement des échanges culturels entre les deux peuples. « Le bon voisinage, c'est par exemple contribuer à établir, dans mon pays, la Maison russe, qui pourrait être un levier pour dynamiser la coopération avec la Russie en matière d'éducation artistique, de partage d'expériences et de savoir-faire dans les domaines de la musique, de la littérature, du cinéma, mais aussi de la conservation et de la transmission de la mémoire, notamment à travers la coopération muséale », a déclaré le ministre togolais de la Culture. Du côté russe, l'initiative est pré-



sentée comme un projet à fort potentiel d'expansion. « Ce projet mérite une attention particulière, dans la mesure où nous espérons qu'il deviendra un projet pilote pour un réseau de Maisons russes à travers le monde », a indiqué Piotr Fradkov, membre du conseil d'administration d'ANO Eurasie. Dans cette perspective, la future maison russe se veut un espace d'interaction culturelle et éducative. Elle devrait offrir aux Togolais, ainsi qu'aux ressortissants d'autres pays africains,

un accès à la littérature et à la culture russes, tout en facilitant la participation à des programmes de formation, des stages éducatifs et des échanges de jeunes. Cette annonce intervient dans un contexte de rapprochement entre le Togo et la Russie, marqué par une intensification des échanges diplomatiques et économiques. Elle s'inscrit également dans la stratégie de Moscou visant à renforcer sa présence et son influence sur le continent africain.

Avec Togo First

Formation et IA

L'Université de Lomé signe de nouveaux accords au Brésil

Une délégation de l'Université de Lomé conduite par son président, Kossivi Hounaké, a pris part, du 25 au 27 mai, au 1er Forum Brésil-Afrique des recteurs et présidents d'universités.

La rencontre organisée à Brasilia, a réuni des responsables universitaires africains et brésiliens autour des enjeux de coopération universitaire, d'innovation pédagogique et de recherche scientifique. Cette participation a surtout été marquée par la signature de plusieurs accords de coopération entre l'Université de Lomé et des universités brésiliennes de référence. Les partenariats conclus portent notamment sur la formation innovante et l'intelligence artificielle. Ils visent à renforcer les échanges académiques, à développer de nouvelles approches d'apprentissage et à offrir à la communauté universitaire de nouvelles opportunités de collaboration. Au cours du forum, la délégation togolaise a également présenté la stratégie d'internationalisation

de l'UL. Celle-ci s'appuie sur la formation de ressources humaines de qualité, la coopération interuniversitaire, le partenariat avec le monde socio-économique ainsi que le rayonnement de la recherche scientifique. Ces dernières années, l'institution a engagé une dynamique soutenue de modernisation et d'ouverture à l'international, mar-

quée par le développement de partenariats académiques stratégiques et le renforcement de la qualité de ses formations. L'ambition affichée est de consolider le positionnement de l'institution comme acteur de référence de l'enseignement supérieur et de l'innovation en Afrique de l'Ouest.

(Togo Officiel)



Le Togo en chiffres

Commerce extérieur du Togo (M USD, Banque Mondiale)



in ir-bankofafrica.ma

BANK OF AFRICA
BMCE GROUP

PUBLICATION TRIMESTRIELLE

31 MARS 2026

► UNE ASSISE FINANCIÈRE ROBUSTE

Hausse du **Résultat Net Part du Groupe** de **+9%** au titre du premier trimestre 2026, s'établissant à **1 milliard de Dirhams** à fin mars 2026 contre 0,9 milliard de Dirhams en mars 2025, et du **Résultat Net de la Banque** au Maroc de **+6%** à **775 millions de dirhams** à fin mars 2026.

Bonne tenue du **Core Banking** aussi bien au Maroc qu'au niveau du Groupe ; ainsi, la **marge d'intérêt** progresse de **+7%** et **+6%**, et la **marge sur commissions** évolue de **+4%** et **+11%**, respectivement.

Baisse des activités de marché dans un contexte généralisé, induisant ainsi un recul du **Produit Net Bancaire** de **-2%** en consolidé s'établissant à **4,9 milliards de Dirhams** à fin mars 2026 contre 5 milliards de Dirhams à fin mars 2025, et de **-10%** au niveau social se maintenant à **2,3 milliards de Dirhams**.

Evolution des charges générales d'exploitation de **+5%**, atteignant **2,2 milliards de Dirhams** en consolidé et **963 millions de Dirhams** en social et ce, du fait notamment d'investissements IT opérés dans le cadre du programme de transformation informatique et digitale.

Coût du risque du Groupe en recul de **-28%** durant les trois premiers mois de l'exercice 2026, atteignant 0,7 milliard de Dirhams, et de **-43%** en social, s'établissant à 0,3 milliard de Dirhams contre 0,6 milliard de Dirhams en mars 2025.

Poursuite de la dynamique commerciale au premier trimestre 2026, avec la **collecte des dépôts de la clientèle** en hausse de **+3%** en consolidé à 283 milliards de Dirhams et de **+5%** en social à 178 milliards de Dirhams. Pareillement, **légère augmentation de +1%** de l'encours des crédits consolidés et de des crédits de la Banque au Maroc à fin mars 2026, respectivement.

ACTIVITÉ CONSOLIDÉE^(*)

En MDH

ACTIVITÉ SOCIALE^(*)

En MDH

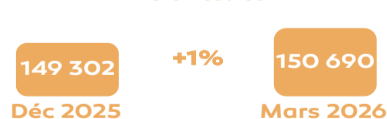
CRÉDITS À LA CLIENTÈLE

-Hors Resales-



CRÉDITS À LA CLIENTÈLE

-Hors Resales-



DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

-Hors Repos-



DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

-Hors Repos-



(*) Chiffres trimestriels non audités

◀ FAITS MARQUANTS

Inauguration officielle de la **Tour Mohammed VI**, en avril 2026, par **Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay El Hassan**. Véritable symbole du Maroc contemporain, cet édifice reflète une ambition alliant innovation, performance environnementale et valorisation de l'identité marocaine. Au-delà de sa dimension architecturale, ce projet, porté par **M. Othman Benjelloun, Président Directeur Général de BANK OF AFRICA**, elle-même actionnaire du promoteur **O Tower**, intègre des dispositifs alignés à des standards technologiques et environnementaux élevés, permettant une **réduction significative de ses besoins énergétiques**. Il contribue, par ailleurs, au **renforcement de l'attractivité économique du Royaume**, à la **dynamique d'investissement** et à la **création d'emplois** directs et indirects, accompagnant ainsi le **développement durable du territoire**.

Poursuite de l'accompagnement solide offert à la diaspora marocaine à travers une offre de **solutions de financement adaptées aux besoins des Marocains du Monde** à savoir les dispositifs **"MDM Invest"** et **"MDM Tamwil"**.

Lancement d'une **nouvelle offre monétique et solutions intégrées** en faveur de la TPE, notamment les cartes **« Business »** et la solution de gestion d'affaires **« Hissabati Pro by BANK OF AFRICA »**.

Lancement de la 3^{ème} édition du programme **« STARTECH »** déployée via le **réseau d'incubateurs BlueSpace** de BANK OF AFRICA, en partenariat avec **l'Euromed Innovation Center de l'Université Euro-Méditerranéenne de Fès** et **TAMWILCOM**. Cette initiative confirme l'engagement de BANK OF AFRICA en faveur de **l'entrepreneuriat et de l'innovation à impact**.

Contribution au développement de **l'écosystème Fintech marocain** et promotion de **l'innovation financière** à l'échelle régionale à travers la signature, lors du **GITEX AFRICA 2026**, d'une convention-cadre de partenariat entre BANK OF AFRICA et **Morocco Fintech Center**, visant **l'inclusion financière** et la **digitalisation des services**.

Signature, en mai 2026, à l'occasion du **Forum de l'Emploi Inclusif**, de la **Charte du collectif SAWA Impact**, démontrant la volonté continue de BANK OF AFRICA de faire de l'inclusion un véritable levier de création de valeur et d'impact durables et de **dynamiser l'insertion professionnelle** au pays en promouvant **l'égalité des chances** et un **recrutement accessible**.

Sécurité des données confortée par le renouvellement, en mai 2026, de la **certification PCI DSS - Payment Card Industry Security Standard** - dans sa version 4.0.1, pour la **3^{ème} année consécutive**, témoignant de la conformité aux exigences internationales les plus rigoureuses en matière de **sécurisation des transactions par carte de paiement**.

Transformation économique

MCB annonce un fonds d'un milliard USD pour soutenir le commerce africain

MCB a annoncé le 25 mai 2026, le lancement d'un fonds dédié d'un milliard de dollars destiné à soutenir le commerce en Afrique et à renforcer l'engagement de longue date du Groupe en faveur du développement économique du continent.

• Joël Yanco

L'annonce fait suite à une série d'actions concrètes en soutien aux ambitions africaines du Groupe MCB, notamment la signature, il y a quelques semaines, d'une lettre d'intention avec Proparco et des banques partenaires africaines dans le cadre de la Coalition Africa Agri-Trade, ainsi que la participation de Thierry Hebraud, PDG de MCB Ltd, au dernier Forum des PDG africains qui s'est tenu au Rwanda à la mi-mai. Ce fonds dédié renforce l'approche proactive de MCB en matière de mobilisation de solutions de financement du commerce et de soutien à une activité économique durable sur le continent. Cette annonce coïncide également avec la Journée de l'Afrique, célébrée dans le monde



entier le lundi 25 mai. L'enveloppe d'un milliard de dollars, dédiée au financement du commerce, couvrira les facilités de crédit et les instruments de financement du commerce non financés (confirmation de lettres de crédit, émission d'instruments tels que des lettres de crédit, des lettres de change avalisées et des garanties) sur une période de quatre ans. Elle vise à soutenir la transformation économique de l'Afrique en offrant des solutions sur mesure et un accès compétitif au financement du commerce, sans surprime

de risque perçue.

Cette initiative contribuera à dynamiser les corridors commerciaux africains et à accompagner les clients dans la création de valeur sur le continent. Elle témoigne également de l'ambition de MCB de jouer un rôle de premier plan dans le renforcement et l'intégration des chaînes de valeur régionales, en particulier dans le commerce intra-africain, conformément aux objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF).

PME au Sénégal et au Burkina Faso

Coris et Vista Bank sollicitent 45 millions \$ auprès de la SFI

Ces financements s'inscrivent dans une UEMOA en croissance soutenue, mais où l'accès des petites entreprises au financement reste limité.

La Société financière internationale (SFI), branche du Groupe de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, envisage d'accorder jusqu'à 45 millions de dollars de financements à Coris Bank International Sénégal et Vista Bank Burkina Faso afin de soutenir les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans les deux pays. Au Sénégal, la SFI étudie un prêt senior non garanti pouvant atteindre 25 millions de dollars en faveur de la filiale locale de Coris Holding, groupe financier fondé par le banquier burkinabè Idrissa Nassa. Le financement, d'une maturité maximale de cinq ans, comprendrait 10 millions de dollars apportés directement par la SFI et 15 millions mobilisés auprès d'autres prêteurs. Selon les documents



consultés, au moins 25 % des fonds devraient être destinés aux entreprises détenues ou dirigées par des femmes. L'institution financière indique que cette enveloppe, en attente d'approbation par son conseil d'administration, permettra à Coris Bank International Sénégal de renforcer ses capacités de financement des MPME dans un contexte où le déficit de financement du segment est estimé à 1,5 milliard de dollars, soit plus de 7 % du PIB sénégalais. De son côté, Vista

Bank Burkina Faso, cinquième banque du pays et filiale de Vista Group Holding, contrôlé par le banquier burkinabè Simon Tiemtoré, pourrait bénéficier d'un prêt senior de 20 millions de dollars, décaissé en deux tranches égales et libellé en euros sur une période de cinq ans. Là encore, une partie des ressources (au moins 25 %) devra être consacrée aux entreprises détenues ou dirigées par des femmes.

Avec Agence Ecofin

Business Brunch de la Basketball Africa League

Wave Mobile Money met en avant la jeunesse et l'inclusion financière

Organisé durant la semaine des Finales de la BAL, l'événement a rassemblé des dirigeants du sport, de la finance, des politiques publiques, de la technologie et de l'investissement pour explorer comment une infrastructure numérique inclusive peut accompagner la prochaine génération d'entrepreneurs et de leaders africains.

• Nicole Esso

Wave Mobile Money a réaffirmé son engagement en faveur des opportunités pour la jeunesse, de l'innovation numérique et de l'inclusion financière lors du Business Brunch de la BAL à Kigali, une rencontre de haut niveau tenue durant la semaine des Finales de la BAL sous le thème « Jeunesse, Innovation et Inclusion Financière : Construire la Prochaine Génération de Leaders Africains ». L'événement a réuni des acteurs de premier plan du sport, de la finance, des politiques publiques, de la technologie et de l'investissement autour d'une réflexion approfondie sur la manière dont une infrastructure numérique inclusive peut créer des opportunités pour les jeunes à travers le continent. Il a également offert une plateforme de choix pour articuler la mission d'inclusion financière de Wave avec l'un des rendez-vous sportifs et culturels les plus fédérateurs du continent africain. Se tenant peu après l'Africa CEO Forum, l'événement a prolongé le rôle de Kigali en tant que carrefour des grandes conversations qui façonnent la croissance, l'innovation et l'émergence de la prochaine génération de leaders africains. Pour Wave, ce Business Brunch a permis de porter cet élan vers une autre



plateforme emblématique : le sport. Il illustre une prise de conscience croissante que la culture jeunesse, l'entrepreneuriat, la finance numérique et l'inclusion économique sont désormais profondément liés. Le panel a réuni des représentants de piliers essentiels de l'écosystème de croissance du continent, notamment Amadou Gallo Fall, Président de la Basketball Africa League, Coura Tine Sène, Directrice Régionale et Responsable des Affaires Publiques chez Wave Mobile Money, Dr. Diane Karusisi, PDG de la Banque de Kigali, et Yves Iradukunda, Ministre d'État au Ministère des TIC et de l'Innovation du Rwanda. Ensemble, ils ont exploré comment les plateformes culturelles, l'infrastructure financière, les capitaux institutionnels et des politiques publiques favorables peuvent conjuguer leurs forces pour soutenir l'entrepreneuriat jeune, l'innovation et une croissance inclusive. L'engagement de Wave traduit une ambition plus large : aller au-delà de la simple

visibilité de marque pour prendre part à des conversations de fond qui comptent pour l'avenir de l'Afrique. En alignant sa mission d'inclusion financière sur des plateformes qui parlent directement aux jeunes, Wave affirme son rôle d'entreprise engagée à favoriser la participation économique au quotidien — qu'il s'agisse de petits entrepreneurs, d'étudiants, de créateurs, d'athlètes, de travailleurs du secteur informel ou de porteurs de projets. À travers son engagement autour du basketball et des plateformes dédiées à la jeunesse, Wave fait du sport un espace stratégique pour approfondir ses relations avec les parties prenantes, renforcer sa présence et ancrer sa mission là où les jeunes Africains vivent, échangent, créent et construisent. Cette approche permet à Wave d'être présente dans des moments non seulement visibles, mais véritablement porteurs de sens pour les communautés, les entrepreneurs, les créateurs, les fans et les leaders de demain.





BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 29 mai 2026

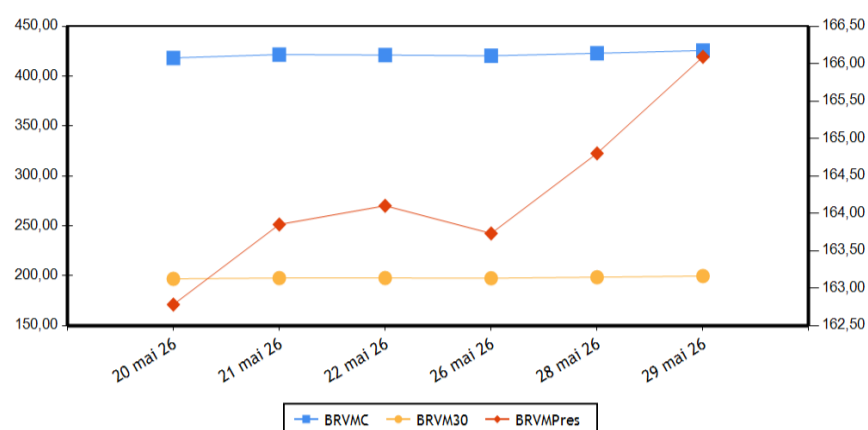
N° 99

BRVM COMPOSITE	425,54
Variation Jour	0,65 % ↑
Variation annuelle	23,08 % ↑

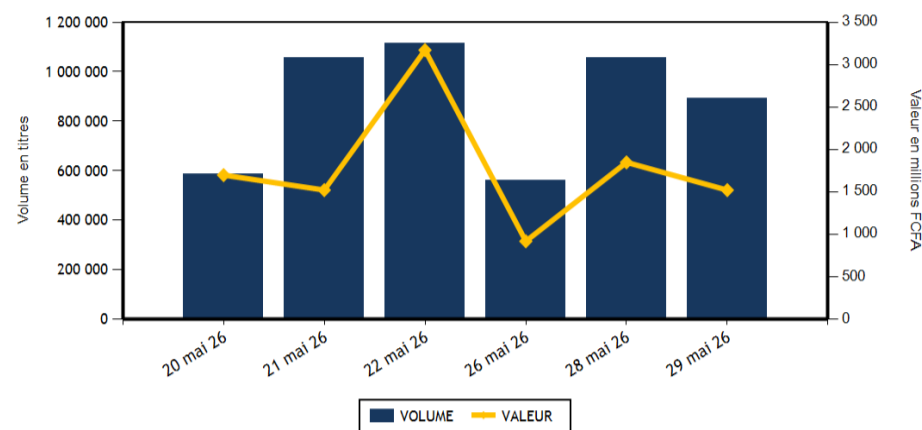
BRVM 30	199,55
Variation Jour	0,59 % ↑
Variation annuelle	20,04 % ↑

BRVM PRESTIGE	166,09
Variation Jour	0,78 % ↑
Variation annuelle	15,14 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	16 404 332 883 910	0,65 %
Volume échangé (Actions & Droits)	887 124	-16,06 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 455 696 328	-20,89 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	22	-12,00 %
Nombre de titres en baisse	15	-11,76 %
Nombre de titres inchangés	10	100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	3 185	6,17 %	9,83 %
UNILEVER CI (UNLC)	59 750	6,13 %	74,58 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	8 195	5,00 %	42,52 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	2 775	4,72 %	161,79 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	7 545	4,07 %	43,99 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	166,09	0,78 %	15,14 %	42 257	559 966 780	12,21
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	300,39	0,57 %	38,02 %	836 520	884 416 198	15,43

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	166,94	0,75 %	25,39 %	878 777	1 444 382 978	13,23

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	105,01	0,53 %	10,65 %	22 835	328 640 930	10,43
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	184,68	1,32 %	6,74 %	24 165	58 050 070	48,26
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	193,38	0,55 %	32,58 %	723 371	595 477 818	13,76
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	268,01	0,91 %	24,03 %	37 052	263 839 900	9,17
BRVM - INDUSTRIELS	6	189,88	2,23 %	43,49 %	51 664	116 585 365	14,93
BRVM - ENERGIE	4	144,65	-0,05 %	30,42 %	11 266	43 257 755	16,64
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	190,50	1,56 %	79,89 %	8 424	38 531 140	17,46

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,23
Taux de rendement moyen du marché	6,35
Taux de rentabilité moyen du marché	7,83
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	205
Volume moyen annuel par séance	1 777 746,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 893 523 439,66

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	12 039 134 868 258	0,00 %
Volume échangé	6 540	621,06 %
Valeur transigée (FCFA)	64 488 000	752,43 %
Nombre de titres transigés	3	-66,67 %
Nombre de titres en hausse		-100,00 %
Nombre de titres en baisse		-100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-40,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 600	-4,94 %	8,33 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	4 290	-3,27 %	10,71 %
SICABLE CI (CABC)	3 500	-2,78 %	48,31 %
SICOR CI (SICC)	4 280	-2,28 %	29,70 %
SOLIBRA CI (SLBC)	38 500	-1,14 %	33,22 %

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	43,09
Ratio moyen de satisfaction	23,43
Ratio moyen de tendance	54,37
Ratio moyen de couverture	183,92
Taux de rotation moyen du marché	0,08
Prime de risque du marché	1,81
Nombre de SGI participantes	34

Énergie

Le marché pétrolier risque de basculer en «zone rouge» cet été

Si aucune solution n'est trouvée au Moyen-Orient, une pénurie d'offre est possible, selon l'Agence internationale de l'énergie.

Le marché pétrolier pourrait entrer dans une «zone rouge», avec une pénurie d'offre en «juillet ou en août», en l'absence d'issue durable au conflit au Moyen-Orient, a alerté jeudi le directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie Fatih Birol. «Le problème, c'est qu'à la fin juin, début juillet, la saison des voyages commence» et «en général, la demande de pétrole, la consommation de pétrole augmente», a-t-il expliqué lors d'une intervention à un événement organisé par le think tank Chatham House. Face à cette situation, le directeur de l'AIE a affirmé que l'organisation se tenait «prête à agir» pour libérer davantage de réserves de pétrole «si les pays le décident». Pour apaiser les marchés, les 32 pays membres de l'organisation avaient annoncé en mars



la libération coordonnée de 426 millions de barils, soit plus du tiers de leurs stocks stratégiques, une décision sans précédent. Cependant, selon l'AIE, la paralysie du trafic dans le détroit d'Ormuz liée à la guerre au Moyen-Orient a déjà fait perdre plus d'un milliard de barils d'exportations en provenance des producteurs du Golfe, soit une perte pour le marché d'environ 14 millions de barils par jour. Dans cette situation, et malgré les réserves stratégiques déjà libérées, l'AIE avait déjà sonné l'alarme le 13 mai sur la fonte «record»

des réserves pétrolières à mesure que la guerre au Moyen-Orient s'enlise. Sans résolution rapide du conflit, les prix de l'or noir pourraient flamber davantage. Et surtout, même en cas de réouverture du détroit d'Ormuz, «il est peu probable que la baisse des prix soit aussi importante que beaucoup l'espèrent», affirme Arne Lohmann Rasmussen, analyste chez Global Risk Management, citant le besoin de reconstituer les stocks mondiaux et les problèmes logistiques à résoudre.

(afp)

Obésité

Wegovy et Mounjaro officiellement remboursés

Les médicaments amaigrissants pourront être remboursés en France, mais uniquement pour des patients majeurs avec une obésité massive.

Les traitements contre l'obésité Wegovy et Mounjaro, particulièrement populaires, font leur entrée dans le dispositif de remboursement en France, mais sous un encadrement strict, une prudence justifiée par leur coût potentiel sur les dépenses d'Assurance maladie et par les risques de mésusage. Selon deux arrêtés publiés jeudi au Journal officiel, les médicaments amaigrissants Wegovy et Mounjaro pourront être remboursés uniquement pour certains patients majeurs: ceux atteints d'obésité massive sans comorbidité ou sévère avec comorbidité. Cette prise en charge, fixée à 65%, n'est prévue par ailleurs qu'en deuxième intention, c'est-à-dire en cas d'échec d'une première prise en charge nutritionnelle, et doit s'inscrire «en complément d'un régime hypocalorique et d'une augmentation de l'activité physique». «Considérant l'impact financier pour les dépenses d'assurance maladie, le risque



de mésusage potentiel, en dehors de ses indications remboursables», la prescription initiale de ces médicaments injectables sera strictement encadrée et contrôlée. Elle sera «réservée» aux médecins travaillant dans des structures spécialisées dans l'obésité (CSO), des CHU ou des établissements de soins médicaux et de réadaptation (SMR), précisent ces arrêtés. L'exécutif a ainsi choisi «de suivre partiellement» les recommandations de la Haute autorité de santé (HAS) qui estime le nombre de personnes concernées entre un et 2,1 millions. La mesure doit être annoncée jeudi matin par la ministre de la Santé Stéphanie Rist, qui fera un déplacement au centre spécialisé de l'obésité de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière AP-HP à Paris.

Le Wegovy du laboratoire danois Novo Nordisk et le Mounjaro de son concurrent américain Eli Lilly sont des analogues GLP-1, une famille de médicaments qui entraînent des pertes de poids spectaculaires et qui réduisent l'appétit. Jusqu'à présent, le prix était librement fixé par les laboratoires et les patients français devaient déboursier autour de 300 euros par mois de leur poche pour ces stylos injectables disponibles sur ordonnance en pharmacie depuis fin 2024. - Remboursement effectif à partir du 15 juin - Les patients éligibles au remboursement d'une prise en charge par l'Assurance Maladie à compter du 15 juin 2026», détaille Novo Nordisk dans un communiqué, une décision présentée par le laboratoire comme «une avancée majeure qui vient renforcer les options disponibles pour répondre aux besoins des patients en situation d'obésité».

(afp)

États-Unis

«Je n'abandonnerai jamais»: Musk doit défendre son projet IA

Alors que les doutes enflent sur la compétitivité de xAI, le milliardaire défend sa crédibilité.

Elon Musk a été contraint cette semaine de défendre la crédibilité de son laboratoire d'intelligence artificielle xAI, après des révélations selon lesquelles il a loué à son rival Anthropic les supercalculateurs en principe destinés à alimenter ses propres modèles d'IA. Que xAI «soit le meilleur reste à déterminer, mais je n'abandonnerai jamais. Jamais», a écrit mardi le multimilliardaire sur le réseau social X. Le document d'introduction en Bourse de SpaceX, son entreprise spatiale, a révélé la semaine précédente qu'Anthropic, l'éditeur du modèle d'IA Claude, versait 1,25 milliard de dollars par mois pour utiliser la puissance de calcul du centre de données Colossus, construit pour entraîner les modèles Grok de Musk. Cette location d'un des plus gros centres de données de SpaceX, annoncée sans montant début mai, alimente depuis les doutes sur la compétitivité de xAI. Musk vient de préciser que la location du site n'était qu'un accord à court terme. «Nous pourrions avoir besoin de le reprendre à un moment donné», a-t-il écrit. Le principal produit de xAI est le chatbot Grok, concurrent, à une moindre échelle, de ChatGPT d'OpenAI et Claude d'Anthropic. xAI a également décroché un contrat avec le Pentagone pouvant atteindre 200 mil-



lions de dollars. Construit à marche forcée près de Memphis, Colossus et sa douzaine de turbines à gaz installées sans autorisation environnementale sont l'objet de plusieurs controverses. Des militants de la société civile accusent notamment xAI d'avoir aggravé la pollution atmosphérique dans un quartier à majorité noire. Elon Musk, qui a aidé les fondateurs d'OpenAI avant de se brouiller avec eux et de les traîner en justice, a pris du retard dans l'IA. Plus de 50 chercheurs et ingénieurs ont quitté xAI depuis son absorption par SpaceX en février. En mars, Musk avait dit reconstruire xAI «depuis les fondations».

Perte d'exploitation

Le même document boursier révèle que xAI et la plateforme X -- anciennement Twitter, avec qui elle avait fusionné l'an dernier -- ont affiché une perte d'exploitation de 6,4 milliards de dollars pour un chiffre d'affaires de 3,2 milliards. Grok a aussi suscité une polémique

internationale après avoir généré des images dénudées de personnes sans leur consentement, déclenchant des enquêtes au Royaume-Uni et dans l'UE ainsi qu'une perquisition judiciaire dans les bureaux parisiens de X. En réponse, Musk a réclamé de la patience, comparant la trajectoire de xAI aux débuts de SpaceX. «SpaceX n'avait rien accompli de notable après trois ans et avait été enterrée après six ans. Voyons où en seront les choses dans trois ans.» Son groupe SpaceX vise une valorisation d'au moins 1750 milliards de dollars lors d'une introduction en Bourse attendue le mois prochain. Anthropic et OpenAI se préparent également à leur propre cotation. L'IA, qui capte aujourd'hui aux États-Unis des investissements jamais vus, chiffrés en centaines de milliards de dollars, va-t-elle finir par payer? La question se pose pour les sociétés de Musk comme pour celle de Mark Zuckerberg, le directeur général de Meta (Facebook, WhatsApp, Instagram). Il a déclaré mercredi que l'entreprise pourrait se reconvertir dans la vente de services en ligne si elle se retrouvait en surcapacité. Meta a projeté entre 125 et 145 milliards de dollars de dépenses dans l'IA cette année, quand bien même ses offres peinent à s'imposer.

(afp)

Actions Hermès/LVMH

Trois Suisses mis en examen

Les inculpés sont suspectés d'être liés aux actions Hermès dont l'héritier Nicolas Puech dit avoir été dépossédé.

Deux avocats et un notaire suisses ont été mis en examen à Paris dans l'affaire des actions Hermès, dont un héritier de la maison de maroquinerie française dit avoir été dépossédé au profit de LVMH. Nicolas Puech, résident suisse de 83 ans, accuse son ex-gestionnaire de fortune, Eric Freymond, de l'avoir spolié de ses actions au profit du géant du luxe français. Il s'est constitué partie civile fin 2023, pour abus de confiance, soupçonnant



ce gestionnaire «d'avoir détourné depuis 1998, au travers de sociétés de droit suisse qu'il administrait, des actifs dont il avait la gestion, et d'avoir vendu ses actions sans son accord», a expliqué le parquet de Paris. Une information judiciaire contre X avait été ouverte en novembre 2015 à la suite d'une plainte, le mois pré-

cedent, d'Hermès International pour des faux et usage de faux dont était soupçonné M. Freymond. Déjà poursuivi pour faux fin 2019, ce dernier a été également mis en examen le 9 juillet 2025 pour abus de confiance aggravé entre 1998 à 2023, ainsi que faux et usage de faux en France et en Suisse en 2024 et 2025. Il a alors été placé sous contrôle judiciaire avec obligation de fournir un cautionnement de cinq millions d'euros.

(afp)



Endettement public

Pourquoi les États empruntent davantage en 2026

Par Carmen Madjé Akakpo

Face à la multiplication des émissions de bons et obligations sur les marchés financiers, de nombreuses interrogations émergent au sein des populations. En 2026, plusieurs États intensifient leur recours à l'emprunt afin de financer leurs besoins budgétaires et soutenir leurs investissements. Une situation qui alimente les débats sur la gestion des finances publiques et la soutenabilité de la dette.

Le recours à l'endettement fait pourtant partie du fonctionnement normal des économies modernes. Les États doivent mobiliser d'importantes ressources pour financer les infrastructures, les services sociaux de base, les dépenses sécuritaires ainsi que les projets de développement. Routes, hôpitaux, écoles, énergie ou transports nécessitent des investissements considérables que les recettes fiscales ne permettent pas toujours de couvrir entièrement.

Depuis plusieurs années, les finances publiques subissent également les effets de divers chocs économiques internationaux. Inflation, hausse des prix des matières premières, ralentissement de certaines économies et tensions géopolitiques exercent une pression croissante sur les budgets nationaux. Dans le même temps, les attentes sociales demeurent fortes et les gouvernements poursuivent leurs programmes d'investissement afin de soutenir la croissance économique.



Dans ce contexte, l'emprunt apparaît comme un instrument de financement permettant aux États de maintenir leurs ambitions de développement. Les économistes estiment d'ailleurs que la

dette publique n'est pas nécessairement un facteur de fragilité lorsqu'elle sert à financer des investissements productifs capables de générer de la richesse et de renforcer l'activité économique.



Les inquiétudes naissent toutefois lorsque les emprunts servent principalement à couvrir des dépenses courantes ou à rembourser des dettes anciennes. Une telle situation peut accroître progressivement la pression sur les finances publiques et réduire les capacités d'investissement futures.

L'enjeu pour les États reste donc de trouver un équilibre entre les besoins de financement, la maîtrise de l'endettement et l'efficacité des dépenses publiques. Car au-delà du montant des emprunts, c'est surtout la qualité de l'utilisation des ressources mobilisées qui déterminera les perspectives économiques des années à venir.



HOROSCOPE finance

Bélier La chance financière sera au rendez-vous, et de petits gains imprévus seront dans l'air. En outre, une femme pourra vous aider à améliorer vos revenus.

Taureau Le présent environnement planétaire devrait vous permettre d'améliorer votre situation financière. Mais en même temps, vous aurez sans doute pas mal de dépenses à faire pour la maison. Faites vos comptes attentivement pour ne pas basculer dans le rouge.

Gémeaux Une grande prudence sera requise dans le placement des capitaux et des économies. Méfiez-vous d'offres trop alléchantes, qui peuvent cacher une escroquerie susceptible de vous mener au désastre. Rappelez-vous que la naïveté et la crédulité figurent bien parmi les traits essentiels de votre caractère, que vous en soyez conscient ou pas.

Cancer Subissant les influx planétaires euphorisants dans leur ensemble, vous songerez plutôt au meilleur moyen de dépenser agréablement votre argent. Et si vous êtes à sec, vous trouverez des arguments très convaincants pour persuader vos proches de vous dépanner. Soyez à l'affût des bonnes affaires. Mais évitez absolument les opérations boursières risquées au cours de cette journée.

Lion Climat astral favorable aux transactions immobilières. D'ailleurs plus favorable aux acquéreurs qu'aux vendeurs. Il vaudrait cependant mieux passer par une agence que de chercher à vous débrouiller tout seul.

Vierge Vu ces aspects contraires de Saturne, il existe certainement des risques pour vous sur le plan financier. Soyez très prudent dans le maniement de l'argent, que celui-ci soit à vous ou appartienne aux autres. Il faudra vous confiner dans le réalisme le plus strict et éviter les spéculations n'offrant pas suffisamment de garantie. Ne faites aucune dépense importante ou inhabituelle aujourd'hui, car vous la regretterez.

Balance Jupiter, le maître de la chance et de la fortune, devrait en principe vous valoir une période très faste sur le plan financier. Malheureusement, il sera en même temps en aspect dysharmonique, ce qui risque de vous rendre excessivement imprudent. Vous devrez absolument contrôler les envies d'achats qui vous passeront par la tête, sans quoi vous basculerez dans le rouge et mettrez ensuite des semaines à retrouver l'équilibre.

Scorpion L'impact de Jupiter sera puissant. Au programme : une bel équilibre budgétaire de base et même, dans certains cas, une augmentation de vos revenus. Essayez de ne pas vider immédiatement vos comptes en banque. Le moment sera très favorable pour un placement ; pensez-y.

Sagittaire Vous aurez plutôt de la chance ce jour. Sans gagner des sommes d'argent conséquentes, vous bénéficierez d'une certaine aisance matérielle, ce qui vous libérera l'esprit. Des chances amplifiées sont prévues pour ceux du premier décan : de quoi arborer un large sourire ! Satisfactions aussi pour ceux dont le métier est en relation avec l'argent : banquiers, agents de change, etc.

Capricorne Aujourd'hui, de bonnes opportunités de gains vont se présenter. Si vous avez des démarches à faire auprès de votre banque ou d'un organisme de crédit, la Lune en bel aspect vous facilitera les choses.

Verseau L'état de vos finances pourront vous donner des sueurs froides. Vous auriez même des démêlés avec votre banquier. C'est vraiment dommage d'en être arrivé là ! Mais vous n'avez pas été assez raisonnable pour éviter une telle situation. Désormais, soyez plus prévoyant.

Poisson L'argent risque de sortir à gros flots de votre escarcelle, malgré vos efforts d'organisation et d'économie. Ces dépenses seront vraisemblablement en relation avec la vie sentimentale.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyéy non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

BOAD

DEVELOPMENT DAYS

SAVE THE DATE

📅 11 & 12 JUIN 2026

📍 HÔTEL 2 FÉVRIER,
LOMÉ-TOGO



Compassion International Togo

27 jeunes de CIT reçoivent leurs attestations de fin de formation à Tsévié

Vingt-sept jeunes issus de quinze églises partenaires du Cluster Zio Centre de Compassion International Togo (CIT), ayant achevé leur parcours de formation, ont reçu leurs attestations le samedi 30 mai à Tsévié, au cours d'une cérémonie de graduation organisée à l'église évangélique presbytérienne du Togo (EPT) de Daviémondji.

Cette rencontre a pour objectif d'honorer les récipiendaires, de saluer les résultats obtenus et de rappeler l'importance de l'accompagnement intégré de la jeunesse, tout en consolidant les liens entre les Centres de développement des enfants et des jeunes (CDEJ), les églises partenaires et les anciens participants. La cérémonie a mobilisé des parents, des encadreurs, des responsables de Compassion International Togo, des autorités locales et des fidèles. Elle a été ponctuée par la remise des attestations d'achèvement, ainsi que par des prestations musicales et diverses interventions. Les jeunes récipiendaires ont été accompagnés durant près de quinze ans par le programme. Pris en charge dès leur enfance dans un contexte de précarité, les jeunes bénéficiaires ont terminé le programme avec des parcours diversifiés, allant des études supérieures à l'entrepreneuriat, en passant par l'emploi salarié et les métiers. Les intervenants ont salué les résultats obtenus, estimant que le



programme a contribué à une transformation sociale et personnelle des bénéficiaires, âgés en moyenne de 22 ans, tout en mettant en avant l'engagement des églises partenaires dans la prise en charge des enfants vulnérables. Le représentant du maire de la commune Zio 1, M. Aholoukpè Bédié, a souligné que le programme constitue une véritable école de vie, combinant soutien éducatif, accompagnement spirituel et appui socio-économique. Il a encouragé les jeunes à capitaliser les acquis pour réussir leur insertion socioprofessionnelle. Le chef du département partenariat de Compassion International Togo, Dodji Kameti-Ati, a indiqué que cette graduation marque l'aboutissement d'un long processus de transformation. Il a invité

les récipiendaires à rester fidèles aux valeurs de leur promotion, « Ubuntu », signifiant « Je suis parce que nous sommes ». Le parrain de la promotion, Adjaka Koku Agbédinu, a salué l'initiative et réaffirmé son engagement à soutenir l'insertion des impétrants. Au nom des récipiendaires, la représentante de la promotion « Ubuntu », Fleur Missadji, a exprimé la reconnaissance des bénéficiaires à Compassion International Togo, aux églises partenaires, aux parents et aux encadreurs pour leur soutien constant. Compassion International Togo collabore avec 414 églises partenaires à travers le pays et accompagne plus de 93.000 enfants. A ce jour, plus de 4.000 jeunes ont achevé le programme avec une insertion progressive dans la société.

Avec ATOP/AM/BBG/AO

Lille

Olivier Létang explique le choix Davide Ancelotti

Après deux ans passés sous les ordres de Bruno Genesio, le LOSC a fait le choix de miser sur un entraîneur plus jeune et moins expérimenté au poste de numéro 1, en la personne du fils de Carlo Ancelotti.

Une page s'est tournée à Lille. Après deux ans de bons et loyaux services, Bruno Genesio a rendu son tablier, en laissant la maison lilloise qualifiée directement en Ligue des Champions. En attendant de connaître la direction que prendra la carrière du Lyonnais, les Dogues n'ont pas traîné en intronisant Davide Ancelotti. Un choix qui a pu surprendre. Le jeune Italien de 36 ans n'est pas un inconnu, mais il a passé la majeure partie de sa carrière à épauler son célèbre père Carlo. Sa seule expérience en tant qu'entraîneur numéro 1 n'a pas été fameuse puisqu'Ancelotti a été viré de Botafogo cinq mois seulement après son arrivée. Présent face aux médias pour une conférence de presse bilan, le président Olivier Létang a logiquement été questionné sur son choix. Mais avant d'évoquer le fils Ancelotti, le patron du LOSC a expliqué que c'était lui qui avait décidé du départ de Genesio. « Avec Bruno, on a passé deux années extraordinaires avec une dernière année dure, difficile éprouvante sur le plan pro et personnel. J'avais ouvert la porte au mois de

janvier et il s'est passé un peu de temps, on est parti sur une autre tendance. J'ai pensé que c'était le meilleur choix pour nous et de garder en souvenir ces deux dernières années. Repartir sur quelque chose de différent », a-t-il confié, avant d'expliquer ce qui a fait pencher la balance en faveur de Davide Ancelotti.

« On veut être européen tous les ans »

« Davide coche toutes les cases de ce que l'on recherchait. Il a l'expérience du haut niveau, ça fait dix ans qu'il est dans les vestiaires de haut niveau. Il est ouvert à tout, il a refusé beaucoup de projets. L'idée, c'était de repartir sur un cycle différent, avec de la créativité. Le choix de Davide a été assez simple. Il y a eu une seule rencontre, il connaissait parfaitement notre projet. Un coach jeune, corporate, qui n'hésite pas à lancer des jeunes. Je veux un projet dynamique. Quand on a connu des vestiaires de très haut niveau où la pression est énorme, il a l'habitude de ça. » Toujours sous contrat avec la fédération brésilienne (CBF), Ancelotti sera quand même en contact régulier avec le staff lillois durant la Coupe

du Monde. Létang a d'ailleurs expliqué qu'il avait laissé le soin à son nouveau coach de terminer sa Coupe du Monde avant de se rendre en France. Mais une fois qu'il aura traversé l'Atlantique, le jeune coach va devoir répondre aux attentes. « Dans un club, la priorité, c'est d'avoir un club fort et on a des valeurs qui sont immuables : le travail, le combat, la solidarité, ne jamais abandonner. Ce sont des valeurs immuables, quel que soit l'entraîneur. Je veux une équipe qui a de la personnalité. On aime avoir la possession du ballon. Mais tout dépend de l'adversaire. Davide est dans la continuité de ce qu'on a fait. Il apportera sa patte. Je suis pragmatique, je veux gagner. (...) Le contrat d'objectif, c'est de gagner tous les matches. On veut être européen tous les ans. On fait partie des bons élèves, on est deuxième contributeur de points européens sur cinq ans. On a moins de moyens que les autres et on ne s'en plaint pas. La Coupe de France, en cinq ans, on n'a pas fait de demi-finale ou de finale de coupe. Donner beaucoup d'émotions et de plaisir. » Ancelotti est prévenu.

Avec footmercato.net

Religion

Mgr Isaac Jogues Gaglo investi sixième archevêque de Lomé

Mgr Isaac Jogues Gaglo, nommé le 10 avril dernier par le pape Léon XIV, a été investi archevêque de Lomé, lors d'une cérémonie de prise de possession canonique du siège archiepiscopal le samedi 30 mai. Il devient désormais le sixième archevêque métropolitain de Lomé, appelé à conduire l'Église locale dans la communion, l'évangélisation et le service du peuple de Dieu.

Dans une ambiance de recueillement et d'action de grâce, la cérémonie a été présidée par le Nonce apostolique au Togo, Mgr Rubben Dario Ruiz Mainardi, représentant du Saint-Siège. Elle a enregistré la présence du Président de la République, Jean-Lucien Kwassi Savi de Tové, des membres du gouvernement, des évêques, prêtres, religieux et religieuses ainsi qu'une foule de fidèles venus des différentes paroisses du pays. La célébration eucharistique a été marquée par la lec-



ture publique de la bulle pontificale par laquelle le pape Léon XIV a nommé Mgr Gaglo archevêque métropolitain de Lomé et l'installation solennelle

du nouvel archevêque. Conformément à la tradition de l'Église, le Nonce apostolique a conduit l'archevêque à la cathèdre, siège symbolique de son autorité pastorale, avant de l'y faire asseoir. Ce geste liturgique a officiellement marqué son entrée en fonction comme pasteur de l'archidiocèse de Lomé. Les prêtres du diocèse, les religieux, les religieuses, les catéchistes et les agents pastoraux sont venus manifester leur obéissance et leur communion au nouvel archevêque. Dans son homélie, Mgr Isaac Gaglo s'est appuyé sur les textes

liturgiques pour définir les orientations de son ministère. Commentant la deuxième lettre de saint Paul à Timothée (2 Timothée 1, 8-14), il a invité les fidèles à demeurer ferme dans la foi et à préserver le dépôt reçu du Christ avec l'aide de l'Esprit Saint. A travers le psaume 23, il a rappelé que le Seigneur demeure le véritable berger qui guide son peuple sur les chemins de la justice et de la paix. S'inspirant ensuite de l'Évangile selon saint Matthieu (9, 35 – 10, 1.6-8), le nouvel archevêque a souligné l'importance de la compassion et de

la proximité avec les plus vulnérables. Il a relevé que Jésus, touché par les souffrances des foules, envoie ses disciples annoncer le Royaume de Dieu, guérir les malades et servir gratuitement. Pour lui, cette mission reste d'actualité et interpelle tous les baptisés à devenir des témoins crédibles de l'Évangile dans leurs milieux de vie. Mgr Isaac Gaglo a appelé les fidèles à s'impliquer davantage dans la vie de l'Église afin de renforcer la communion et la solidarité envers les plus vulnérables. Il a indiqué que les vingt mois passés comme

administrateur apostolique lui ont permis de développer davantage le sens de la responsabilité, de l'écoute et du service. Le nouvel archevêque a souligné que sa nomination constitue une mission confiée par l'Église et non un honneur personnel. Il a plaidé pour une « Église-famille » plus participative et missionnaire, fondée sur une foi active, la communion fraternelle et la responsabilité partagée. Mgr Gaglo a également encouragé les jeunes à s'engager sans crainte au service de l'Église et de la société.

Avec ATOP/AO/BA



FIPE UEMOA

WEST AFRICA ECO FORUM

FORUM

INTERNATIONAL DE LA PRESSE ECONOMIQUE
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

SENEGAL - DAKAR

24, 25 et 26 JUIN 2026

